

**Association Mission Locale Grand Périgueux
255 Rue Martha Desrumaux
24000 PERIGUEUX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023**

contact@labregere.fr
www.labregere.fr

Périgueux

1, Rue Max Barel
CS 20110 - Boulazac
24759 Trélissac Cedex
Tél. 05 53 53 60 27
Fax. 05 53 35 06 70

Bergerac

29, Av. Marceau Feyry
(Rte Périgueux)
24100 Bergerac
Tél. 05 53 57 29 84
Fax. 05 53 61 29 99

Paris

7, rue du Colonel Moll
75017 Paris
Tél. 01 45 72 26 62
Fax. 01 45 72 18 51





**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

(Exercice clos le 31 DECEMBRE 2023)

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale du Grand Périgueux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable lié à la modification du règlement de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulazac, le 04 Juin 2024

Pour GROUPE LA BRÈGÈRE



Cédric Lalanne
Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brev ets droits similaires	14 063	11 459	2 604	7 292
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	43 645	22 490	21 155	11 340
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	46		46	46
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	57 753	33 949	23 804	18 677
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				337
	Autres créances	198 029		198 029	416 588
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	719 603		719 603	607 632
	Charges constatées d'avance	37 200		37 200	15 018
	TOTAL (II)	954 831		954 831	1 039 576
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 012 585	33 949	978 636	1 058 253
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	18 661	18 661
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	120 783	120 783
	Report à nouveau	285 267	185 793
	Résultat de l'exercice	88 049	99 474
	Total des fonds propres	512 759	424 710
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	5 249	5 909
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	5 249	5 909
	Total des fonds associatifs	518 008	430 619
Provisions	Provisions pour risques	73 628	231 524
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	73 628	231 524
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	137 998	144 840
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	137 998	144 840
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 554	43 730
	Dettes fiscales et sociales	212 244	206 804
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 204	736
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	249 002	251 270
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	978 636	1 058 253
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	88 048,93	99 473,76
	(1) Dont à moins d'un an	249 002	251 270
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	2 386	152
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 236 152	1 304 357
	Dons	1 844	24 107
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante		21
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	313 916	151 980
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	1 554 298	1 480 617
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	249 292	203 514
	Impôts, taxes et versements assimilés	56 162	49 257
	Rémunération du personnel	670 756	660 209
	Charges sociales	279 586	276 800
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	8 466	9 105
	Dotation aux provisions	73 628	218 467
	Autres charges	(4)	37
	Total des charges d'exploitation	1 337 885	1 417 388
Charges Produits financiers	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	216 413	63 229
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	8 189	2 328
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	8 189	2 328
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	224 602	65 557
	Produits exceptionnels	2 350	660
	Charges exceptionnelles	144 327	10 013
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(141 977)	(9 353)
	Impôts sur les sociétés	1 418	304
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	144 840	188 414
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	137 998	144 840
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	1 709 676	1 672 019
	TOTAL DES CHARGES	1 621 627	1 572 545
	EXCEDENT ou DEFICIT	88 049	99 474
	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévolé		

Annexe libre

PREAMBULE

Conformément aux dispositions de l'ordonnance N° 82-273 du 26 mars 1982 et aux articles 7, 8 et 9 de la loi N° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle, la mission locale se fixe pour objet :

- De coordonner, favoriser et promouvoir toutes actions et initiatives destinées à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans,
- De prendre en compte la problématique globale de l'insertion des jeunes : emploi, formation, logement, santé, mobilité, vie quotidienne, ressources, loisirs, culture, citoyenneté et développement économique,
- De renforcer la lutte contre l'exclusion et la marginalisation.

Afin d'assurer ses missions, la Mission Locale de l'agglomération périgourdine s'assure le concours de tous les partenaires dont le champ d'intervention est complémentaire à l'action de la Mission Locale :

- Collectivités territoriales,
- Collectivités locales,
- Services de l'Etat,
- Partenaires économiques et sociaux,
- Associations,
- Personnes civiles selon leur objet en lien avec l'objet de la Mission Locale

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 978 636 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 88 48.93 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 6/05/2023 par les dirigeants.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu

Annexe libre

commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Evaluation des indemnités de fin de carrière à hauteur de 100%, soit 73 627.56 Euros (charges sociales incluses). Il est à noter que cette évaluation est effectuée sur la base d'un âge de départ pour une retraite à taux plein de 65 ans à l'initiative du salarié.

Le taux de charges sociales retenu pour le calcul est de 58% pour les cadres et 49% pour les employés et 56% pour les techniciens.

La table de mortalité retenue est celle de l'INSEE 2019 pour l'ensemble du personnel.

Le taux d'actualisation brut retenu pour l'estimation est de 3.2%.

Annexe libre

Fonds dédiés

A compter du 01/01/2020, l'association applique le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

A l'ouverture de l'exercice, les fonds dédiés s'élevaient à la somme de 144 840.00 Euros afférents au projet « Garanties jeunes ».

Cette dotation est apurée au 31/12/2023.

A la clôture de l'exercice, le montant restant à reporter s'élève à la somme de 137 997.57 Euros, correspondant au projet « Contrat Engagement Jeune ».

Conformément aux règlements 2014-03 et 2018-06, aucune provision technique n'est constatée dans les présents comptes annuels. Les provisions techniques antérieurement constituées par voie de dotations aux provisions ont fait l'objet, par décision du Conseil d'Administration de la structure d'un basculement au 01/01/2002 dans les fonds associatifs de la Mission Locale.

Subventions d'exploitation

L'association bénéficie de subventions et de financements émanant des collectivités territoriales, de l'Etat et du Fond Social Européen. Ces subventions sont enregistrées en comptabilité en fonction de l'utilisation réelle et de la réalisation des objectifs.

Il est procédé à une vérification par les services compétents au sein de l'association,

Cette vérification suppose la mise en œuvre de procédures jugées adaptées aux dossiers à traiter, à sa structure et aux moyens techniques dont dispose l'association. Les contrôles sont réalisés aussi bien en cours de réalisation que lors du dénouement des programmes concernés.

Les subventions comptabilisées tiennent compte du taux de réalisation de l'opération, si l'utilisation réelle apparaît partielle, et de la correcte réalisation des objectifs.

Le risque de refus total ou partiel, ou le cas échéant de reversement, également total ou partiel n'est pris en compte, par voie de provisions que dans la mesure où les conditions de réalisation et d'atteinte des objectifs ne sont pas estimées comme étant remplies, et qu'il est, en outre, possible de quantifier de manière suffisamment précise les risques décelés ou identifiés.

Au 31/12/2023, figurent entre autres dans les comptes de l'association des produits à recevoir relatifs à des subventions concernant le Fonds Social Européen à hauteur de 415 704.76 Euros répartis comme ci-après :

- FSE PLIE 2022 : 22 958.68 Euros (Cette subvention n'a pas fait l'objet d'une provision pour risque de non versement) ;
- Conseil régional 2023 : 56 944.40 (Cette subvention n'a pas fait l'objet d'une provision pour risque de non versement) ;
- DREETS CEJ 2023 : 117 720.00 (Cette subvention n'a pas fait l'objet d'une provision pour risque de non versement) ;

Annexe libre

Subventions Contrat Engagement Jeune

Suite à la modification des modalités de financement de la Garantie Jeune pour l'année 2019, la Délégation Générale de l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) et l'Union Nationale des Missions Locales (UNML) ont préconisé un changement de méthode de comptabilisation des recettes de la GJ à compter de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

En effet, depuis un avis rendu en 2017 par la Commission des études comptables de la CNCC, la méthode préférentielle prévoit :

- La reconnaissance de l'objectif quantitatif en fonction du nombre de mois du jeune dans le dispositif au-delà de 1 mois ;
- Le solde de l'objectif quantitatif inscrit en Fonds Dédiés est reconnu l'année suivante.

Au 31/12/2023, la subvention « Contrat Engagement Jeune » s'élève à 897 141 Euros pour 292 Jeunes entrés dans le dispositif.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent :

Changement de méthode comptable

La première application des règlements ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

L'impact du changement de méthode a été calculé à l'ouverture de l'exercice (01/01/2021) de façon rétrospective.

La présentation du bilan et du compte de résultat de l'exercice précédent (2019) n'est pas modifiée. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluation	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	14 063		3 180		3 180	14 063
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 063		3 180		3 180	14 063
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	4 914		1 389		4 914	1 389
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	52 045		45 644		55 433	42 256
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	56 959		47 033		60 347	43 645	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	46					46
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	46					46
TOTAL		71 067		50 213		63 527	57 753

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	6 771	4 688		11 459
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 771	4 688		11 459
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	3 794	12 488	16 200	81
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	41 825	98 871	118 288	22 409
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	45 619	111 359	134 488	22 490
TOTAL		52 390	116 047	134 488	33 949

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		37 200	37 200
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			37 200

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	18 661			18 661
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	120 783			120 783
Report à nouveau	185 793	99 474		285 267
Résultat de l'exercice	99 474		99 474	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	5 909		660	5 249
Provisions réglementées				
TOTAL	430 619	99 474	100 134	429 959

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés CONTRAT ENGAGEMENT JEUNE	144 840	144 840	137 998	137 998
TOTAL	144 840	144 840	137 998	137 998

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	197 623	197 623	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	406	406	
	Charges constatées d'avances	37 200	37 200	
TOTAL DES CREANCES		235 229	235 229	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

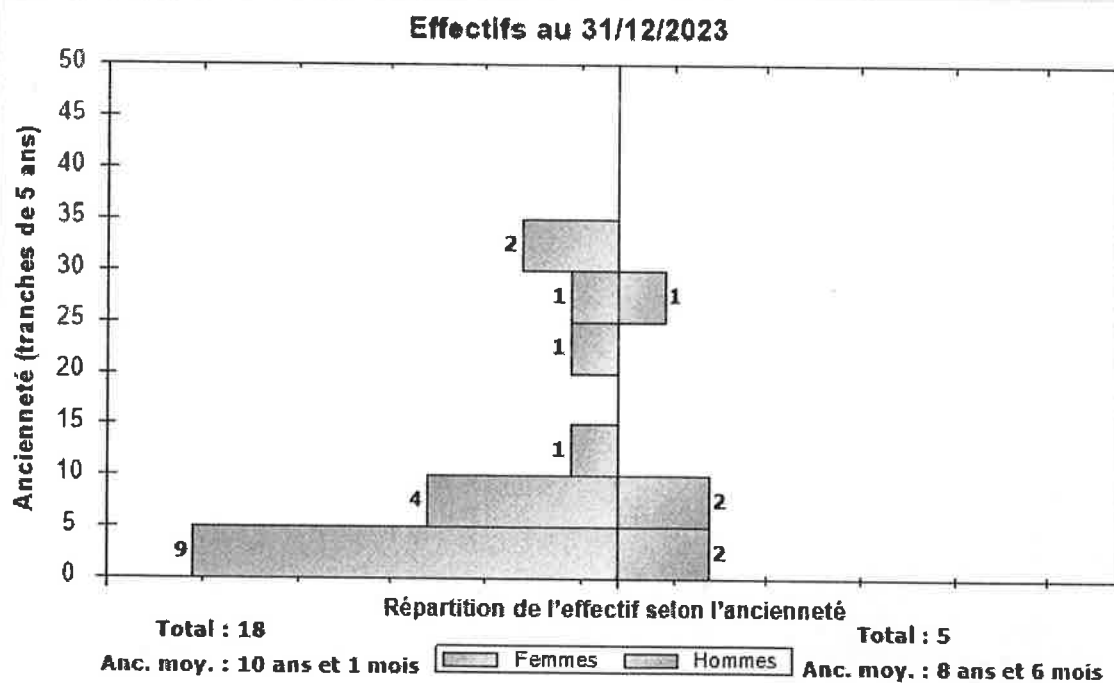
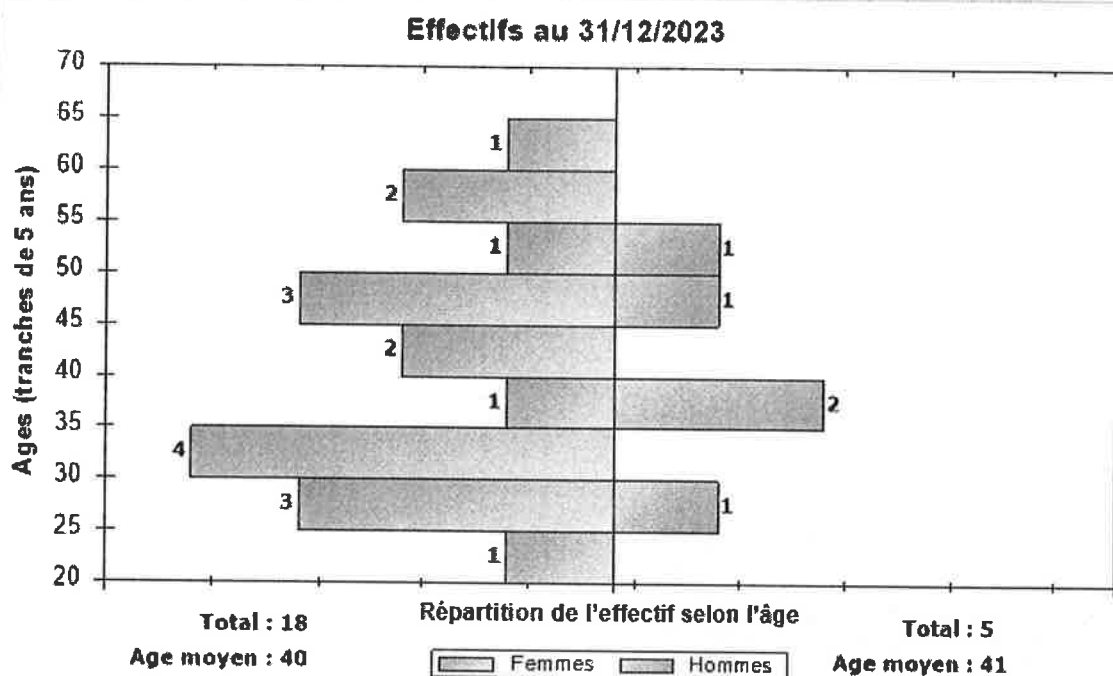
		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes et de crédit à 1 an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes et de crédit à plus 1 an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	35 554	35 554		
	Personnel et comptes rattachés	76 286	76 286		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	117 506	117 506		
	Impôts sur les bénéfices	1 418	1 418		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	17 034	17 034		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	1 204	1 204		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	137 998	137 998		
TOTAL DES DETTES		387 000	387 000		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Provisions

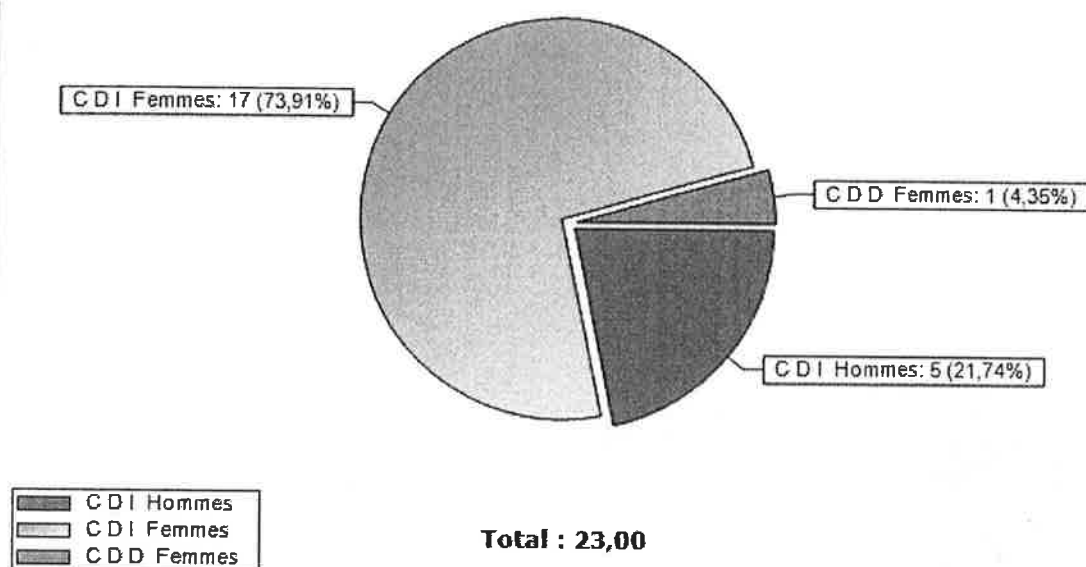
		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	231 524	73 628	231 524	73 628
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	231 524	73 628	231 524	73 628
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		231 524	73 628	231 524	73 628
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			73 628	231 524	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Crédit-Bail

		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2023
VALEUR D'ORIGINE					54 000	54 000
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				20 539	20 539
	Redevances Exercice				10 210	10 210
	TOTAL				30 749	30 749
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				10 210	10 210
	entre 1 et 5 ans				10 210	10 210
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				20 419	20 419
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						



Répartition de l'effectif au 31/12/2023



Répartition de l'effectif par sexe au 31/12/2023

Catégorie	F	H	Total	CDI F	CDI H	Total	CDD F	CDD H	Total
Total	18	5	23	17	5	22	1		1